

Retraites : les manifestants haussent le ton

À l'issue d'une journée de mobilisation record, l'intersyndicale va continuer à mettre la pression dans la rue et demande à être reçue par Emmanuel Macron pour qu'il retire sa réforme

Si les syndicats avaient promis de mettre la France "à l'arrêt", les taux de grévistes sont restés un peu en deçà des records pour cette nouvelle journée d'action contre cette réforme. Mais les cortèges dans la rue ont dépassé le record de mobilisation établi le 31 janvier, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur et ceux de la CGT. Beauvau a décompté 1,28 million de manifestants et la CGT 3,5 millions, contre respectivement 1,27 millions et 2,5 millions pour le 31 janvier. L'intersyndicale avance "plus de 3 millions" de manifestants. Cette mobilisation "est historique au regard des 40 ou 50 dernières années", a estimé Laurent Berger, le leader de la CFDT. Écartant le risque d'un essoufflement des cortèges, l'intersyndicale, qui présente toujours un front uni, a appelé hier soir à deux nouvelles journées d'actions et de manifestations, d'abord samedi puis la semaine prochaine, lorsque Sénat et Assemblée tenteront de se mettre d'accord en commission mixte paritaire (CMP) sur le projet de loi portant la réforme, très vraisemblablement le 15, selon des sources parlementaires.

Tandis que des grèves reconductibles touchent des secteurs clés de l'économie, l'intersyndicale demande aussi "à être reçue en urgence" par Emmanuel Macron "pour qu'il retire sa réforme". "Le silence du président de la République constitue une grave problématique démocratique qui conduit immanquablement à une situation qui pourrait devenir explosive", a-t-elle mis en garde. L'exécutif compte sur l'adoption de la réforme par le Sénat d'ici dimanche et envisage "un vote le 16 mars" dans les deux chambres. Comme lors des précédentes mobilisations, les cortèges ont été globalement calmes mardi en dépit de quelques heurts entre certains manifestants cogoulés et les forces de l'ordre à Paris, Nantes, ou encore à Lyon et Rennes où des canons à eau ont été utilisés. À Paris, où le chiffre du cortège a joué le

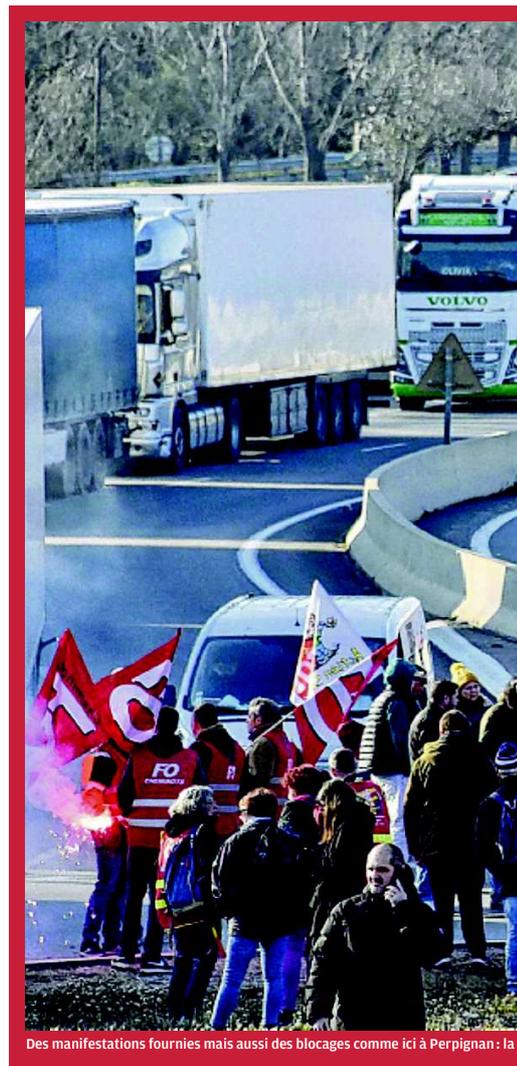
grand écart entre le décompte de la CGT (700 000) et la préfecture de police (81 000), 43 personnes ont été interpellées.

Sondage après sondage, les Français restent très majoritairement opposés à la mesure emblématique de la réforme, le report de l'âge légal de départ, même s'ils pensent qu'elle sera mise en œuvre in fine. Dans l'éducation, le ministère a fait état de 32,71 % d'enseignants grévistes. Le Snuipp-FSU, premier syndicat du primaire, a recensé 60 % des enseignants de collèges et lycées grévistes. Le secrétaire général de la CGT Energie, Sébastien Ménéplier, a prévu une "semaine noire" dans le secteur, avec des baisses de production principalement dans le nucléaire.

Des coupures d'électricité "sauvages" ont également touché dans la matinée jusqu'à 4 000 habitants à Boulogne-sur-Mer et ses environs, selon Enedis. Plus de 2 000 foyers ont également été privés d'électricité à Annonay (Ardèche), fief du ministre du Travail Olivier Dussopt, selon la même source. Les expéditions de carburants étaient bloquées hier matin à la sortie de "toutes les raffineries" de France (TotalEnergies, Esso-ExxonMobil et Petroineos), selon le syndicat CGT-Chimie. Et dans le gaz, trois des quatre terminaux méthaniers que compte la France ont été mis à l'arrêt pour "sept jours" lundi par les syndicats.

"Si la réforme est adoptée, il est peu probable que la mobilisation se maintienne à ce niveau", anticipe une source gouvernementale, qui escompte un désengagement des syndicats réformistes. "La loi est extrêmement importante, mais la démocratie réelle aussi", a prévenu de son côté Laurent Berger, mettant en garde contre un passage en force à coup de 49.3 qui serait "une forme de blocage inacceptable". Face "à la situation de blocage", Emmanuel Macron doit "trouver une sortie par le haut", "ou bien une dissolution" de l'Assemblée nationale, "ou bien un référendum", a plaidé Jean-Luc Mélenchon (LFI) à Marseille.

Deux nouvelles journées d'actions prévues, samedi puis la semaine prochaine.



Des manifestations fournies mais aussi des blocages comme ici à Perpignan : la rue est bloquée par des camions.

DÉTERMINÉS À FAIRE DURER LES GRÈVES

"Ça ne me fait pas peur de perdre un peu plus maintenant"

Rangs plus serrés que d'habitude, visages moins familiers. Mais partout la même intonation, la même détermination par-delà les sourires. Il y avait, comme souvent, de la joie à manifester le long du Vieux-Port à Marseille hier. "À force, on finit par tous se connaître, sourit Émilien sans ralentir le rythme de ses maracas. Mais il y a plus de monde que les autres fois. On sent que personne ne veut lâcher." C'est clairement la question. À l'heure du point de bascule d'une contestation en mode grèves reconductibles, les salariés sont-ils prêts à dur-

flexion, il n'y a que ça comme solution." Pas le choix non plus pour Brigitte Berger. À 67 ans, elle a gardé le gilet jaune et "la mentalité qui va avec. Il faut tenir bon et tout bloquer pour se faire entendre. Ce n'est pas grave si on perd de l'argent." À la retraite après une carrière de secrétaire dans la métallurgie, elle touche "une petite pension de 900€. Je pense à mes petits-enfants qui sont étudiants et me soutiennent."

Pas de conflit de génération sur le chemin de la Joliette. Plutôt des inquiétudes et l'envie de pousser le gouvernement dans

ses retranchements. "Je serai à la retraite dans trois mois, explique Rémi Patron qui travaille dans la pétrochimie à Berre et est venu avec sa femme, Isabelle. On fait ça pour nos enfants et petits-enfants parce que sinon, on sait que ce sera la catastrophe. Et on se souvient que Mitterrand avait lui-même reculé face au million de manifestants pour l'école libre."

Le "bras de fer" dont parlait Jean-Luc Mélenchon, posté face à l'Hôtel de Ville avant le départ du cortège, se lit entre les lèvres des Marseillais.

"Obligé d'en arriver là. J'ai déjà lâché plusieurs jours de salaire."

Même si les observateurs restent prudents, à l'image du directeur général de l'Ilop, Frédéric Dabi, anticipant un éventuel "réflexe de retour à l'ordre Macron face à la chienlit", la tendance est à la dureté. "Bien sûr que la problématique, ça va être de tenir sans salaire, ne cache pas Fanny, professeure des écoles à Marseille. S'ils lâchent

un peu sur la réforme, on verra bien." À côté d'elle, sa copine Mélanie, agent de planning venue de Paris, fait sa première manif contre le projet de loi sur les retraites. "J'ai posé une journée, mais s'il faut revenir, je reviens. Le gouvernement n'en a rien à cirer des manifestations. Mais les blocages vont finir par le toucher." Sentiment partagé par Olivier et sa fille Emie. Pancarte "Une vie de labeur, une retraite de malheur" au bout du bras, ce manutentionnaire en est à son "sixième jour de grève. S'ils continuent de se bander les yeux, on ne peut pas se contenter de manifester. Les salariés donneront plus de poids à leur combat en durcissant le ton."

Impossible, en parcourant la foule, de trouver une hésitation, une réticence à la veille d'un conflit qui pourrait s'éterniser et rappeler les grèves de 1995. Sans garantie de succès au bout. "C'est dramatique de devoir dire on bloque le pays pour se faire entendre, remarque Thierry, technicien chez Thalès à Marignane. Mais on est obligé d'en arriver là car c'est un sujet central qui cache les autres comme le chômage des jeunes ou l'hôpital public. Moi, j'ai déjà lâché plusieurs jours de salaire." D'autres, comme "Marc de la Fnac", se signale un grand barbu en riant, gilet CGT sur le dos, ont des "stratagèmes. Pour être moins pénalisés financièrement, on fait des roulements de grève. Le conflit va durer et on est prêt. Il n'y a pas d'autre solution."

François TONNEAU

LES CHIFFRES

Les taux de grévistes restaient un peu en deçà des meilleurs scores enregistrés depuis le début du mouvement, chez les cheminots (39% contre 46,3% le 19 janvier) comme chez les enseignants et à EDF (47,65% des salariés en grève selon la direction, contre 50% le 19 janvier). Dans la fonction publique d'Etat dans son ensemble, près d'un agent sur quatre était en grève, contre 28% lors de la première journée d'action le 19 janvier. Partout en France, les cortèges étaient très fournis mardi. Le nombre de manifestants se situait entre 6 000 (préfecture) et 30 000 (CGT) à Nice, entre 13 000 et 23 000 à Bayonne, entre 20 500 et 55 000 à Grenoble. À Lyon, Audrey Sivadon, une ingénieure de 27 ans, et Gabrielle Laloy Borgna, une doctorante de 26 ans, qui ont participé à quasi toutes les manifestations précédentes, exprimaient leur espoir de pouvoir encore changer les choses. "La réforme va passer, après est-ce qu'elle va être mise en application ?", demandait Gabrielle Laloy Borgna. "On a quand même une once d'espoir, sinon on ne serait pas là", a renchéri Audrey Sivadon. À Marseille, la CGT a fait état de 245 000 manifestants (contre 205 000 le 31 janvier), 30 000 selon la préfecture (40 000 le 31 janvier).

"Il faut tenir bon et tout bloquer pour se faire entendre."

cir le ton, quitte à perdre plusieurs jours de salaire? "Je vis seule avec un enfant, je travaille en crèche et c'est vrai que ça risque d'être compliqué, souffle Fannie Loussouarn. Mais je ne me vois pas aller à 64 ans. Ça ne me fait pas peur de m'impliquer et de perdre un peu plus maintenant. Et puis je n'ai pas le choix."

L'ultime réplique est presque sentencieuse et parcourt sans détour les rues noires et rouges de monde. "Pas le choix, non, parce que le blocage est une suite logique de ce qu'on a vécu jusqu'à présent, indique Fred, technicien en bureau d'études venu avec ses enfants. Les manifs n'ont pas provoqué d'in-



Foule dense hier entre Vieux-Port et Joliette à Marseille. Et partout, la même détermination à reconduire les grèves, quitte à perdre des jours de salaire.

/PHOTO VALÉRIE VREL



nobilisation contre la réforme des retraites a pris hier un tournant. /PHOTO AFP

MOBILISATION

Les cheminots se demandent si la grève tiendra au-delà du week-end

Face à la réforme des retraites, les cheminots rassemblés en assemblée générale à la Gare du Nord, à Paris, veulent installer la grève dans la durée, mais disent avoir besoin des autres secteurs, refusant d'être l'unique locomotive de la contestation. Le long des rails, devant un local technique, une centaine de cheminots - moins nombreux qu'attendus en raison des difficultés de transport - ont sans surprise reconduit l'arrêt de travail à l'unanimité, pour 24h. Et il y a peu de doutes que "ça tiendra jusqu'au 10", vendredi, selon Gauthier Tacchella, de FO Paris Nord. Mais "la question va se poser" si l'unité entre syndicats et secteurs se fissure en fin de semaine, reconnaît-il. "Ça y est, on y est, la grève reconductible", lance au micro Anthony Auguste, agent commercial de la ligne H du réseau de banlieue de la région parisienne, et délégué syndical SUD Rail. "Il faut qu'on tape fort rapidement", explique le jeune homme, agent SNCF depuis 2013. "Cette semaine est cruciale" pour la suite du mouvement.



Aujourd'hui encore, la circulation des trains restera "fortement perturbée" dans tout le pays. /PHOTO AFP

"Jusqu'au retrait"

Alors que les syndicats ont promis de "mettre la France à l'arrêt" hier par une vaste grève dans plusieurs secteurs, des trains aux raffineries en passant par l'éducation nationale, l'installation du mouvement social dans la durée reste difficile à prévoir, a fortiori avec la réticence de la CFTD et d'autres syndicats à appeler à une grève reconductible. "Vendredi, les cheminots vont être attentifs

aux autres secteurs", explique Fabien Dumas, secrétaire fédéral SUD Rail.

Contrairement à la plupart des autres secteurs de l'économie française, tous les syndicats représentatifs de la compagnie publique ont lancé une grève reconductible, contraignant hier la SNCF à annuler 80% de ses TGV. En région parisienne, de nombreux trains de banlieue roulent au ralenti. La Gare du Nord était largement déserte en fin de matinée. Et aujourd'hui le trafic restera "très fortement perturbé", selon la SNCF. "Une nouvelle étape du mouvement commence, la grève reconductible", lance Éric Challal, délégué Sud Rail, aux collègues sous des applaudissements soutenus. Au micro, les messages d'unité entre les syndicats se multiplient. On jure de tenir "jusqu'au retrait", de "mobiliser" davantage. "On sait que le mouvement va être dur",

juge Monique Dabat, retraitée de la SNCF, toujours présente chez SUD Rail. Le "cumul" des grèves dans plusieurs secteurs et "savoir qu'on est pas seul" : l'unité est déterminante, juge celle qui avait participé aux grèves massives de 1995 contre le "plan Juppé" d'un redressement de la Sécurité sociale, avec un volet de réforme des retraites. Les trains et métros avaient été paralysés pendant plus de trois semaines, avec des manifestations rassemblant à leur apogée entre un et deux millions de personnes. "Vendredi, on aura un signal" avec les votes sur la reconduction de la grève jusqu'au lundi suivant pour savoir si la grève "est ancrée", selon Mme Dabat. La mémoire de ce mouvement, qui avait conduit Alain Juppé à retirer le volet retraites de son plan, reste vive : "On sait que c'est possible" de faire reculer le gouvernement, dit-elle.

LE REPORTAGE À MARSEILLE AVEC LES MILITANTES FÉMINISTES

"On va montrer que les femmes sont indispensables"

"On veut la retraite des milliardaires pour nos grands-mères; on veut la retraite de Bolloré pour les mémés et la retraite des sénateurs pour les petites sœurs." Hier encore, les femmes ont fait savoir qu'elles ne lâcheraient rien pour cette sixième journée de mobilisation contre la réforme des retraites. Mégaphones à la main, foulards violets floqués de M8M autour du cou (le collectif Marseille 8 mars - Assemblée féministe, NDLR), elles ont chanté leur mécontentement. "Les femmes trinquent trop avec cette réforme. Les chiffres montrent qu'elles vont partir beaucoup

plus tard que les hommes, cotiser beaucoup plus de mois qu'eux et perdent les avantages liés à la maternité. C'est un vrai recul malgré ce qu'ils veulent nous faire croire", s'égosille So. À ses côtés, Elena ne peut qu'acquiescer : "C'est facile, avec des inégalités dans l'accès au travail et dans les salaires, la réforme va toucher en premier lieu les femmes", montrant la banderole multicolore à sa main où l'on pouvait lire "1/2 salaire = 1/2 retraite".

Estelle, directrice d'une école primaire privée, a fait le calcul : "C'est simple, avec leur réforme, il me faudrait travailler jusqu'à 67 ans." Cette quadragénaire,

maman d'une petite fille, a donc fermé son établissement et s'est mobilisée, tout comme son amie Camille, infirmière, qui, selon son calcul, devrait elle travailler jusqu'à 70 ans. Toutes ont décidé, pour la sixième fois, de battre le pavé pour dénoncer une "réforme qui ne passe pas". "Encore plus à la veille du

8 mars!", ajoute Camille. Aujourd'hui, 8 mars, la journée internationale des droits des femmes est placée, entre autres, sous le signe de la lutte contre la réforme des retraites et les inégalités salariales.

Invisibiliser

Les syndicats FSU, CGT et Solidaires, ainsi que 45 organisations féministes, ont déposé des préavis dans tous les secteurs d'activité et appellent à une "grève féministe". Pour autant, les militantes marseillaises ne veulent pas que le sujet des retraites prenne le pas aujourd'hui. "On rejoint la lutte des retraites mais ce n'est pas la seule revendication qu'on porte le 8 mars. On lutte contre la précarité au quotidien, les violences sexistes et sexuelles, pour une meilleure valorisation du travail des femmes et pas que dans le cadre des retraites mais du travail reproductif, s'occuper des tâches domestiques, du ménage, des courses, élever les enfants", insistait Juliette, du collectif 8 mars. Comme elle, Salomé, 28 ans, ne souhaite pas que la réforme des retraites "invisibilise une partie des revendications féministes". Mais même sans garantie de succès, les militantes restent déterminées à poursuivre la lutte. "On gagnera vraiment sur le droit des femmes quand on mettra le pays en paralysie le 8 mars; on montrera que les femmes sont indispensables et mal payées", résumait So. Aujourd'hui, elles seront donc nombreuses à être en grève.

"C'est simple, avec leur réforme, il me faudrait travailler jusqu'à 67 ans." ESTELLE



"On se mobilise pour les retraites et pour tous les sujets, parce que chaque réforme du gouvernement est anti-féministe en plus d'être anti-sociale" dénonçait hier Juliette dans le cortège. /PHOTO VALÉRIE VREL

LE DÉBAT, HIER, À "LA PROVENCE"

"Les dogmatiques" face à "ceux qui se gavent"



Philippe Korgia, président de l'UPE 13 et Olivier Mateu, secrétaire de l'union CGT 13, hier à "La Provence". /PHOTO A.L.

Ils se connaissent bien et se respectent, ce qui ne les empêche pas de se dire les choses sans filtre. Y compris dans les studios de La Provence hier après-midi. Alors que Philippe Korgia, président de l'union patronale des Bouches-du-Rhône (UPE13) envisageait de "demander des réquisitions" en cas de blocages prolongés dans les raffineries ou les transports, Olivier Mateu, son homologue à la CGT, a taclé net. "Achetez-vous plutôt des baskets. Demandez des réquisitions, juste pour qu'on voie", défie-t-il son interlocuteur, avant d'accuser le patronat d'"affamer ceux qu'ils exploitent". Et d'évoquer "un exercice du droit de grève" plutôt que des "blocages". Dans la matinée, le leader départemental de la CGT avait défilé en tête d'un cortège dense. Remonté, Olivier Mateu a d'abord souri lorsque Philippe Korgia a entamé le débat en se posant comme "pragmatique" face aux "dogmatiques". Vous n'avez pas le monopole du travail, vous détruisez ce que vous dites défendre". Pas de quoi déstabiliser le syndicaliste, toujours en lice pour prendre la succession d'Olivier Martinez dans trois semaines. "Nous avons le monopole de l'effort. Vous, vous défendez ceux qui se gavent sur notre dos", retourne-t-il en assurant que "la réforme ne passera pas, quoi qu'il arrive". La demi-heure d'échanges, intense aussi sur le fond, est à écouter en scannant le QR-code ci-contre. F.T.